

Existe-t-il un scandale de l'avortement?

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-quatrième année. — N° 182.

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

VENDREDI 20 MAI 1949

Le numéro : 10 francs

**La S.N.C.F.
est en déficit
LE LAMPISTE PAIERA!**

L'Affaire de Cambrai

L'AVORTEMENT EST-IL UN CRIME ?

Le Flic-Roi

C'EST Simone Wadier, innocente, qui « avoue » après plus de 30 heures d'interrogatoire par les inquisiteurs qui se relaient.

C'est Drumond, René Houzé, Guy Serbat que l'on interroge sans relâche devant les pin-up girls nonchalantes de la Défense de la Sécurité du Territoire et qu'on libère après 36 heures de détention illégale.

C'est le flic de Saint-Mandé qui abat un colleur d'affiches du P.C.F.

Ce sont nos camarades espagnols de Metz passés à tabac aux yeux de jeunes femmes narquoises.

C'est, il y a un an, le compagnon d'un de nos groupes parisiens qu'un flic tente d'abattre au sortir d'une réunion du Palais de la Mutualité.

Mais à quoi bon continuer une liste dont les pages du Libertaire n'assureraient pas la totalité ?

La presse, Le Figaro, Le Monde, n'ont pu s'empêcher de dénoncer les méthodes intolérables de la flicaille française qu'un écrivain anglais, Arthur Koestler, avait déjà si bien su rendre dans son ouvrage, La lie de la terre.

Ce pays a toujours porté en ses flancs la plaie béante d'une police hautement criminelle choyée par tous les partis, ainsi qu'une armée exécutive des hautes œuvres colonialistes. Nous savons que les protestations, qu'elles viennent de M. Maurice Garçon ou d'Yves Farge, ne changeront rien à une tradition éminemment républicaine du mépris des droits de l'homme. Trop de mouchards, trop d'écrivains de gauche, trop de politiciens de gauche en sont encore au slogan de « La police avec nous » pour qu'il nous soit permis d'espérer autre chose que matraquages et passages à tabac comme moyen d'aveu à l'usage des commissaires...

Dans une société entièrement basée sur la force brutale, soutien des profiteurs et de tous les réactionnaires de droite, de gauche, d'extrême-gauche ou d'ailleurs, il est vain d'attendre une amélioration quelconque.

On n'améliore ni la peste, ni le choléra, ni le capitalisme.

On les détruit.



Déficit : 100.000.000.000

ET LES 1.000 MILLIARDS DE LA COUR DES COMPTES ?

AU mois de janvier, on nous avait dit : « Français, souscrivez ! L'emprunt à 5 p. cent c'est le budget équilibré, c'est la reconstruction assurée, c'est la France qui repart vers son immortel destin ». Et tous les margoulin, les banquiers, les agioteurs, les trafiquants patentés ou non, alléchés par ces radieuses perspectives, souscrivirent. L'emprunt fut une réussite. Pour eux. Pas pour nous. Quant au destin du budget, c'est-à-dire de la France, trois mois après, le voilà encore remis en question ! C'est à désespérer ! Il manque, pour les uns, 110 milliards, pour les autres 80 ou 250 ! Personne n'est bien fixé et M. Petsche lui-même affirme aujourd'hui que tout va bien, et demain que tout va mal. Dans ce brouillard, une seule lumière : les quelque 100 milliards fournis par l'emprunt ont disparu, engloutis par le même brouillard. Le gouvernement a chaud. Au moment de la rentrée, il est tout de même ennuyé d'avouer un tel désastre !

Et pourtant, à qui la faute ?

Le gouvernement a fait ce qu'il a pu. Grâce à lui, les « petits épargnants » ont pu transformer leur bas de laine clandestin en loyale action à 5 p. cent. Daladier reçoit les milliards nécessaires à la poursuite de la guerre d'Indochine et la « gloire » de l'armée française est intacte, les salaires sont rigoureusement bloqués au coefficient 12 et la vie au coefficient 20. Oui, à qui la faute ? Poser la question c'est y répondre : c'est la faute de la S. N. C. F. : vingt et un milliards de déficit ! Un scandale ! Passons...

Il faut maintenant s'affirmer, gouverner ; en un mot, prendre des mesures rigoureuses, irrévocables. Jusqu'à la prochaine fois.

Les esprits simples croient que la richesse d'un pays est fonction du nombre et de l'importance de ses usines, de la fertilité de son sol, de la densité de son réseau ferroviaire, de son énergie hydraulique, de sa culture, ses universités, etc... Erreur. Profonde erreur. La richesse d'un pays, et de la France en particulier, est fonction de la plus ou moins grande masse de ces petits mor-

siés, etc... Erreur. Profonde erreur. La richesse d'un pays, et de la France en particulier, est fonction de la plus ou moins grande masse de ces petits mor-

(Suite page 2, col. 1.)

Et l'enfance abandonnée ? Les taudis ?

La tuerie d'Indochine ?

La misère et le luxe ? Le chômage ?

“JUSTICE” SOCIALE SANS DOUTE !

UN Chirurgien de Cambrai, le Dr Borda, vient d'être arrêté ainsi que deux dames, pour avortement.

Selon certains journaux, cette affaire n'est aucunement entachée de vénalité, les femmes délinquantes appartenant en général aux classes travailleuses.

Ce fait est exceptionnel. Tout le monde sait que la « haute société », acharnée à prêcher et à imposer une soi-disant morale, ne s'embarrasse pas de nombreuse progéniture et que, dans ces sphères, il n'éclate jamais des « scandales » comme celui qui défraie actuellement la chronique cambraisienne.

Dans le douillet Faubourg-St-Germain, triplement protégés par les matelas de billets de banque, la police et les médecins de famille, les « accidents » de ce genre sont rapidement et discrètement soignés avec toutes les garanties scientifiques désirables. Et c'est l'honneur à ainsi que les comptes en banques, défendus contre toute atteinte.

Dans ce cas, comme dans de nombreux autres, la société confère aux privilégiés l'arme qui permet de détourner les lois : l'argent. Mais ceux qui grouillent dans la rue, dans les quartiers populaires, s'avisent d'imiter leurs patrons, leurs chefs, leurs maîtres, alors se dressent de terribles difficultés et d'innombrables dangers. La femme abandonnée dans quelque hôtel borgne, sans ressources, sans travail et sentant en son sein frémir une vie qu'il lui est interdit, en fait de conserver sous peine de voir son enfant livré aux pires tourments

de la misère, se heurte aux fausses d'anges qui peut-être la mutileront pour la vie, aux flics, aux juges, à la prison.

Au même titre qu'une marchandise quelconque, l'avortement est l'objet de spéculation, de trafics honteux, du haut de l'échelle sociale jusqu'en bas, jusque dans les coins noirs, dans les ruelles perdues où l'on vend à des prix exorbitants laminaires, sondes, drogues dangereuses, où certains individus tirent leur immonde existence de la location de spéculations. Entremetteuses, racoleuses, médecins marrons, tout un monde interlope grouille autour des ventres fécondés, que réquisitionne la loi.

Ce marché noir de l'avortement, cette spéculation sur une marchandise prohibée, a ses truands, ses margoulin, ses criminels et aussi ses princes.

En 1937, on a reconnu officiellement que, chaque année, l'avortement, en France, délabrait dangereusement la santé de 200.000 femmes !

Et les esprits les plus clairs, des savants connus, des hygiénistes ont maintes fois dénoncé ces méfaits dont la cause unique est la loi.

On parle de scandale, on parle de crime. Mais où est le crime ? Où est le scandale ?

Tuer un fœtus est crime. Mais tuer à petit feu des millions d'hommes dans les taudis de Saint-Denis, d'Aubervilliers, de St-Ouen, de la rue Saint-Martin, de Marseille, de Lyon et d'ailleurs et de partout dans cette douce France où les familles s'entassent à quatre, cinq, six et parfois davantage dans une même pièce, sans air, sans lumière, sans espoir. Dans ces taudis où les rats pullulent, où la tuberculose, l'alcoolisme, les maladies vénériennes règnent en maîtres, dans ces hôtels meublés souillés et repoussants, asile des jeunes ménages où les bébés se fanent et meurent comme des plantes privées de soleil, est chose normale. — Où est le crime ? Dans les rues, bordées de murs lépreux, où rampe la prostitution, dans les bistrot où l'alcool produira les milliards nécessaires à la guerre, dans

l'usine inhumaine où l'homme n'est plus qu'un accessoire matricule.

Où est le crime ?

Messieurs les juges solennels, messieurs les gouvernants, messieurs les prêtres, où est le crime ? On envoie en prison la bonne qui s'est fait avorter dans une des mansardes glacées ou étouffantes d'un vaste immeuble où se prélassent en d'immenses appartements, des « bonnes familles » de Français patriotes et respectueux des lois.

ERIC-ALBERT.

Retenez le prochain numéro :

L'Etat et les maladies
vénériennes

AUTOUR DE LA RÉSISTANCE

De quoi vous plaignez-vous, Messieurs ?

IL fut un temps où une des déductions du marxisme-léninisme auprès des jeunes, des ouvriers et des intellectuels était son côté dur et implacable, son côté coup-de-poing-sur-la-table. La doctrine de Marx-Engels-Lénine-Staline permettait en effet à des hommes écorchés par la lamentation chrétienne de se ressaisir pour transformer le monde dans une lutte que l'on voulait sans merci. Les hommes communistes aimaient se présenter comme « des gens d'une facture à part », « taillés dans une étoffe à part ». Tout ce que la doctrine comportait de muscles et d'acier était appliqué à satisfaire une classe ouvrière buriinée par la privation et à satisfaire une catégorie d'intellectuels las de la fadeur bourgeoise et une jeunesse avide de se vitrifier. Les mots dictature et discipline s'offraient aux consciences avec un sens régénéré... Les membres du Parti se devaient d'être de roc, cela valait mieux que d'être en état de grâce, sans péché... Nous avions affaire à des conquérants !

Qu'en reste-t-il aujourd'hui ?

Ben peu de choses !

Les anarchistes dont on se gaussait de voir « secréter de la morale en quantité double » dans les milieux marxistes, sont tout étonnés à l'heure actuelle

de ne trouver que pleurnicherie et sentimentalisme chez les tenants du marxisme-léninisme. Le bolchevisme qui se voulait révolutionnaire coriace se révèle à eux avec le gémissement des martyrs !

Partout on n'entend que plaintes. Plaintes sur la Résistance, plaintes sur le Capitaine Imbert, incarcéré pendant quarante-huit mois à la prison de Nîmes, plaintes sur le F.T.P. Edmond Couderc, jugé après quatre ans de détention, plaintes sur Kabinsky, condamné à mort par la Cour d'assises de Seine-et-Loire, plaintes sur les arrestations du capitaine Azema, Jouenne, Pellais, Penillaud, Juin, plaintes sur le colonel Drumond, sur Yves Moreau, professeur de lettres, commandant F.F.I., sur René Houzé, plaintes sur le lieutenant-colonel Cayrol, etc... tous communistes ou communistes arrêtés par le méchant Moch et le vilain Ramadier !

Ce n'est pas moral ! Ce n'est pas juste ! lit-on dans la presse « d'extrême gauche ». Eh ! Quoi ? Y aurait-il une morale, une justice ? Eh quoi ! s'attendait-on à ce que MM. Moch et Ramadier et leurs sbires respectassent les lois ? S'attendait-on à ce que la police de la Sécurité du Territoire offrit le whisky et le cigare à Drumond avant que de l'interroger ? S'attendait-on à voir le portrait de Staline dans les bureaux de la police ? Quelle naïveté ! Dans les bureaux de la police Drumond a vu le portrait de de Gaulle et il a été interrogé sans relâche pendant plus de trente heures, debout et sans dormir comme une simple cheftaine de scouts genre Simone Wadier ! Beau sujet d'étonnement, n'est-ce pas ?

Ce n'est pas moral ! Ce n'est pas juste ! On batoue la Résistance ! On batoue les travailleurs ! Le ministre de l'Intérieur jouit des pouvoirs discrétionnaires ! Ramadier est un lâche !

Quelle pitié ! Quelle misère ! nos révolutionnaires marxistes n'en reviennent pas ! Les hommes communistes, les rocs se transforment tout d'un coup en pâte de guimauve ! Allons, messieurs, du nerf, du nerf ! Que Diable ! Pour vous ragillardir voici une citation, c'est Lénine qui parle au sujet de la répression. Du nerf messieurs !

(Suite page 2, col. 6.)

REDACTION-ADMINISTRATION
Robert JOULIN, 145, Quai de Valmy
Paris-10^e C.C.P. 5561-76

FRANCE-COLONIES
1 AN : 500 FR. — 6 MOIS : 250 FR.

AUTRES PAYS
1 AN : 750 FR. — 6 MOIS : 375 FR.
Pour changement d'adresse, joindre
20 francs et la dernière bande

Pour assurer au “ Lib ” une assise financière solide
il manque encore

6.000 ABONNÉS

Lecteurs, Sympathisants, Militants
Abonnez-vous !

LES RÉFLEXES DU PASSANT



Une effervescence de bénitier

met le doigt dans un dangereux engrenage.

L'Eglise catholique s'occupe beaucoup en ce moment des questions sociales. Elle soutient certains syndicats, se penche sur le sort des travailleurs et, par la voix de M. Riquet, proclame la nécessité du chef de l'Etat, de la police, de l'armée, du patronat, le tout largement assaini d'eau bénite.

Mais il y a mieux encore ou pire, comme l'on voudra. La voie révolutionnaire vient d'être officiellement ouverte aux troupes ahuries des égrégaires de chapelets par M. Pie lui-même. Le capitalisme, a-t-il proclamé, est contre nature ! Le résultat de cette prise de position extrême ne s'est pas fait attendre : à Thionville, les enfants de chœur se sont mis en grève. Parfaitement. Ces lampistes de sacristie en ont assez de travailler pour un salaire dérisoire et exigent une massive augmentation. Qui pourrait leur donner tort, puisque le Grand Sorcier du Vatican lui-même dénonce l'exploitation de l'homme par l'homme ?

Mais l'exemple étant contagieux, il se pourrait que sacristains, séminaristes et abbés suivent l'exemple de ces apprentis curés dont on ne sait s'ils sont déjà affiliés à la C.F.T.C. L'Eglise

se demande en effet pour quelles raisons le travail de l'ostensoir ne se fait pas tarifié au même titre que le camembert et les pieds pommés ? Surtout, que le prix de revient de cette production spirituelle — si j'ose dire — est extrêmement bas. La prière, par exemple, si elle est de série, livrée en vrac, en détail, en gros ou demi-gros, se doit de subir les mêmes variations de cours que tout produit loyal et marchand. Idem pour les messes basses ou aiguës, les communions, les enterrements et mariages. Vive le syndicalisme de bénitier et à bas le marché noir ! Voilà le cri de ralliement autour duquel doivent se grouper toutes les soutanes vraiment progressistes et averties des impérieuses nécessités du relèvement économique et de la moralité commerciale.

Les travailleurs du chapelet doivent s'organiser et ne pas craindre de sonner les cloches aux heures qui voudraient freiner ce mouvement émancipateur. Déjà quelques-uns, s'inspirant des conseils du Cosmopolite de toutes les Russies et de l'abbé Bullier, exigent le travail aux pièces. D'autres parlent de grèves perlées, de contraindre collectif. L'effervescence gagne de poche en poche les bénitiers se dessèchent, les cierges sont mal mouchés et les crosses épiscopales s'agitent en vue d'imprévisibles réactions. Mais le courant syndicaliste s'affirme envers et contre tout. Jusqu'au jour où Moch alerte mettra tout en place.

A coup de crosses.

LA JUSTICE JUSTE ET CELLE QUI NE L'EST PAS

Ce dimanche-là, j'attendais avec une fièvre anxieuse les premières informations de Radio-Luxembourg. Dans mon pittoresque hameau de montagne, apportée par les ondes, la rassérénante nouvelle surgit soudain, qui allait nimer d'une joyeuse clarté toutes mes impressions et toutes mes méditations de la matinée : « La Cour de Riom a prononcé l'acquiescement de Mlle Simone Wadier. »

Qu'on m'entende bien : Je dirais volontiers comme Montaigne, « nul juge n'a encore parlé à moi en qualité de juge, pour quel que cause que ce soit, ou mienne ou tierce, ou criminelle ou civile ; nulle prison ne m'a reçu, non pas seulement pour m'y promener ; l'imagination m'en rend la vue, même du dehors, déplaisante. »

Seulement, n'étant plus tout à fait un gamin, à mesure que les ans rapprochent inexorablement mes pas de la trappe sombre où nous basculerons tous, tôt ou tard, je me sens pris d'une incoercible pitié pour tous les êtres qui semblent n'exister que pour se déchirer les uns les autres et se rendre mutuellement malheureux. Je n'oublie certes pas que d'un côté sont les marteaux, de l'autre le fer qu'on bat, ici les puissants, là le troupeau des faibles, en haut, les juges, en bas, la foule des justiciables. Je sais aussi que la

justice populaire, j'entends celle que le peuple exerce lui-même sans y mettre de formes, est souvent plus prompte, plus vindicative dans son irreflexion brutale, que la justice des magistrats. Je pense à cette jeune maman et à son bébé que, près de chez moi, peu de temps après la Libération, une rafale de mitraille abattit sauvagement. Vous avez deviné le prétexte de cette exécution sommaire : le père du petit enfant était un militaire de la Wehrmacht.

Le peuple, hormis quelques esprits lucides, manque de sagesse, lui que la condamnation d'un objet de conscience laisse indifférent et veule.

Il se commet d'atroces méfaits, que nous réprouvons, mais nous nous indignons quand la justice sanctionne sévèrement des peccadilles. Avec Montaigne que je cite tout à l'heure et Anatole France (1) dont je vais rapporter quelques propos, je me demande s'il n'est pas parfois « des condamnations plus criminelles que le crime ».

« Les juges ne sondent point les reins et ne lisent point dans les cœurs ; aussi leur juste justice est-elle rude et superficielle. Encore s'en faut-il de beaucoup qu'ils s'en tiennent à cette grossière écorce d'équité, sur laquelle les codes sont écrits. Ils sont hommes, c'est-à-dire faibles et corruptibles, doux aux forts et impitoyables aux faibles. Ils consacrent par leurs sentences les plus cruelles iniquités sociales et il est malaisé de distinguer dans cette partialité ce qui vient de leur bassesse personnelle, de ce qui leur est imposé par le devoir de leur profession, qui est, en réalité, de soutenir l'Etat. »

Et Anatole France ajoute plus loin :

« Il est clair qu'ils ont intérêt à déclarer coupable celui qu'ils ont d'abord soupçonné. Ils écartent la

défense comme une importune et ne lui donnent accès que lorsque l'accusation a revêtu ses armes et composé son visage. »

Je ne connais ni Mlle Wadier ni ses convictions philosophiques ou politiques. Je soupçonne fort qu'elle n'est pas des nôtres, et peut-être la « considération sociale » dont jouit sa famille n'a-t-elle pas été étrangère aux appels qui, finalement, firent triompher sa cause, qui était celle de l'innocence odieusement bafouée ?

Je souhaite que l'émotion qui s'empara des cœurs, non encore complètement racornis, quand on leur révéla de quelle façon on extorque des aveux, ne s'apaise pas rapidement, telle une houle éphémère.

Puisse les larmes que versa une jeune femme, dans les geôles où la sottise et la méchanceté de quelques-uns la retiennent, injustement plus d'une année, bouleverser longtemps encore d'autres consciences que celles des habitants d'une petite ville de province !

Est-il permis d'espérer qu'elles gagneront les hommes et les femmes de bonne volonté à l'idéal de ceux qui veulent affranchir tous les êtres des honteuses sujétions et des injustes souffrances ?

H. ROUGIER.

(1) Les opinions de M. Jérôme Cornu.

La Jeunesse et nous

Notre rubrique étant ouverte à tous les groupes de jeunes révolutionnaires et à leurs initiatives, nous nous faisons un plaisir d'insérer cet article, qui nous vient de la S.A.T., marquant chez les espérantistes le désir d'être toujours aux côtés des mouvements révolutionnaires.

Note de la Commission des Jeunes.

CHEZ LES ESPÉRANTISTES

N'EN déplaise aux linguistes distingués et aux admirateurs sénéiles de toutes les particularités nationales, l'esperanto n'est pas mort. Ce que deux guerres mondiales n'ont pas anéanti ne sera pas détruit par les prophéties des conformistes à l'esprit étroit et à la vue courte.

La langue internationale progresse toujours.

Il y a 27 ans, la fondation de S.A.T. (Association Mondiale Anationale) marquait une nouvelle étape de l'esperantisme. Cessant de considérer l'esperanto comme un but en soi, la nouvelle organisation le définissait comme un outil permettant de concrétiser l'internationalisme à la base pour les travailleurs révolutionnaires de toutes tendances.

En 1947, au 20^e congrès de S.A.T. à Aarhus, les jeunes décidèrent à leur tour de s'organiser et d'élaborer un plan d'action. Dans le domaine des loisirs, des camps organisés par un des groupes doivent réunir chaque année les camarades de différentes régions du monde (juillet 1948 : Hollande, juillet 1949 : région parisienne). Précisons que conformément à l'esprit anational de S.A.T., aucune section nationale n'a été créée. L'utilisation d'une langue commune a permis de dépasser le stade d'une structure internationale pour atteindre le cosmopolitisme. Sur le plan de l'éducation un échange permanent de correspondance et de documentation entre individus et groupes permet de confronter des points de vue parfois divergents et de connaître dans quelles conditions vivent et luttent les jeunes du monde entier.

L'esprit de solidarité est fermement entretenu par l'hébergement des camarades « étrangers » de passage et l'aide complète qui leur est apportée pendant leur séjour.

Faut-il rappeler que les jeunes de S.A.T. se refusent de considérer l'esperanto comme une panacée ou comme une quintessence de l'Evangile et de la pénitence ? Pour l'avènement d'une société nouvelle, une langue commune n'est certes pas la condition suffisante mais c'est à coup sûr, une condition absolument nécessaire.

Tant que subsisteront des langues nationales il restera des « étrangers » et tant que subsisteront des « étrangers » la fraternité des peuples restera une formule abstraite.

Quant aux « gens de bon sens », aux esprits « réalistes », à ceux qui prétendent que l'esperanto est une utopie, nous les connaissons. Ce sont les mêmes qui affirmaient que les guerres sont inévitables et qu'il faut bien des patrons pour payer les ouvriers.

Inutile de discuter. Et puis si ces braves gens « qui-ont-les-pieds-sur-terre » n'ont pas encore compris, disons-leur une fois pour toutes qu'à tout prendre nous préférons encore vivre dans nos nuages que patauger dans leur gadoue.

Roger BOURNAZEL.

AUTOUR de la Résistance

(Suite de la 1^{re} page)

« Scientifiquement parlant, la dictature est un pouvoir qui n'est limité par aucune loi, qui n'est gêné par aucune règle et qui s'appuie directement sur la violence. La dictature signifie — prenez-en note une fois pour toutes, messieurs les cadets — le pouvoir illimité s'appuyant sur la force et non sur la loi. »

Vous voyez, Moch et Ramadier se conduisent en bons marxistes. Ah oui ! dites-vous, leur but n'est pas le même que le votre ! Ce sont des adversaires... Attendez-vous donc autre chose de vos adversaires ? Vous attendiez la loi dites-vous ? Vous attendiez la loi bourgeoise ? Celle évidemment qui n'est pas destinée aux lampistes, une loi bourgeoise pour capitalistes et colonels, une loi pour intellectuels et non pas une loi pour les ouvriers car alors n'est-ce pas ?... Ce serait la loi de Lénine et celle-là vous n'en voulez pas pour vous-mêmes, vous manquez peut-être d'un peu de résistance, non ?

Du nerf, messieurs ! Du nerf ! Avec un peu d'efforts vous arriveriez peut-être aux cheuilles de cette femme qui a nom Louise Michel, une anarchiste, dont l'attitude était celle-ci :

Le Président. — Vous reconnaissez avoir voulu assassiner M. Thiers ?

L'accusée. — Parfaitement. Je l'ai dit et je le répète.

Le Président. — Accusée, avez-vous quelque chose à dire pour votre défense ?

L'accusée. — Ce que je réclame de vous qui vous affirmez Conseil de guerre, vous qui vous donnez comme juges, qui ne vous cachez pas, comme la commission des grâces, de vous qui êtes des militaires et qui jugez à la face de tous, c'est le camp de Satory où sont déjà tombés nos frères.

Il faut me retrancher de la société. On vous dit de la faire, eh bien ! le commissaire de la République a raison. Puisqu'il semble que tout cour qui bat pour la liberté n'a droit qu'à un peu de plomb, j'en réclame ma part, moi ! Si vous me laissez vivre, je ne cesserais de crier vengeance et je dénoncerais à la vengeance de mes frères les assassins de la commission des grâces...

Oui, messieurs les intellectuels marxistes, prenez-en de la graine... vous qui appartenez à l'armée du camarade Lénine, attendez-vous autre chose de la répression ?

Serge NINN.

CONGRES ESPÉRANTISTE S. A. T.

Les uns et les autres organisent des Congrès de la paix ; les uns et les autres cherchent pour ce faire des sommités de toute nature. Tout autre sera l'aspect du Congrès espérantiste de Senneceia Associa Tutmonda (S.A.T.) qui aura lieu à Paris (grande salle de la Mutualité) du 30 juillet au 6 août. Ici, tout participant ne représentera que soi-même, ici tout le monde pourra intervenir sans ordre hiérarchique dans les discussions qui se dérouleront en esperanto. Il n'y aura pas d'interprètes ; l'anglais et l'allemand, le hollandais et le tchèque s'exprimeront de la même façon dans un langage qu'ils ont choisi pour sa simplicité et sa logique.

Il sera démontré de nouveau, s'il en était encore besoin, que l'esperanto est bien le latin des prolétaires. Arme aux mains des travailleurs, ceux-ci sauront l'utiliser pour leurs buts de classe, pour l'obtention d'un monde libéré de ses chaînes.

Tous renseignements sur le Congrès à : Propaganda O.K.K.

S. A. T., 67, avenue Gambetta, Paris (20^e).

100.000.000.000

(Suite de la première page)

ceaux de papier crasseux que l'on appelle la monnaie. Voilà. Et tout est subordonné à cette ronde de milliards, à cette ronde de zéros avec lesquels nos économistes distingués, nos Pétishe et nos Reynaud se débattaient comme diables en bénitier. Les zéros ont une importance première, une telle importance même, que l'on suspend l'édification de barrages, et remet la reconstruction aux calendes grecques afin que leur nombre soit maintenu intact sur les registres du ministère des Finances.

Il y a une raison à cela. Une raison profonde, intangible et démocratique. Sans zéros, pas d'économistes, pas de financiers et partant, pas de bénéfices, de dividendes, pas de parasites et pas de gouvernement. Il faut donc que tout soit transposé dans le domaine symbolique du zéro. Et en vertu de cette obligation, les Français auront droit, sinon au beefsteak quotidien et au logement salubre, du moins à une armée prestigieuse, des gendarmes par légions et des colonies où iront fructifier les zéros pour le plus grand bien des banquiers et des colons.

Tout étant ainsi réduit à un simple chiffre, il devient facile de tenir les cordons de la bourse. De notre bourse. Et certains messieurs, nos « honorables », ainsi que leurs protégés, banquiers, gros propriétaires, industriels et commerçants s'en trouvent fort à l'aise. Les premiers n'ont-ils pas « utilisé » à des fins mystérieuses quelque mille milliards dont on ne parle plus et que les « intégrés » fonctionnaires de la Cour des Comptes semblent avoir oublié ? Et l'Impex ? Ce fameux Impex qui, à lui seul, en a en glouti autant ? Sous l'étouffoir, avec Sainrapt et Bric, Joanno et Cie !

Queuille et Pétishe aujourd'hui se lamentent. Cent milliards ! Et l'opposition de se froter les mains. On demandera des comptes, tout en évitant, bien sûr, d'effleurer des souvenirs communs et fâcheux. Des souvenirs qui rappellent la belle époque où tous, opposants et gouvernants du jour, dansaient une ronde fraternelle autour d'un budget inépuisable grâce à la candeur des contribuables, du travail aux pièces, du patriotisme de la C. G. T. et du fonctionnement continu de la planche à billets. Un budget aux vannes grandes ouvertes pour les uns comme pour les autres, pour les pe-

tites amies, les voyages sur la Côte d'Azur et les lampadaires chinois.

Mais tout cela est histoire ancienne. Passons l'éponge. La France attend. D'ailleurs, la roue a tourné et le gâteau gouvernemental est devenu fief convoité d'une fraction. Fini le temps de l'union sacrée et des pillages en commun. On exige maintenant, on se dresse en paragon de la moralité, du civisme, on propose des économies sur les salaires et des compressions de personnel à la S. N. C. F. Et le gouvernement de rechercher encore d'autres solutions : augmentation des transports ? Augmentation des impôts ? Dévaluation ? Annistie fiscale ? Cette dernière proposition retient le plus vif intérêt. Il s'agit de la France, n'est-ce pas !

Répetons-le, il faut trouver 100 milliards. Peut-être davantage ? Peut-être moins ? On ne sait, encore au juste. Mais on n'est tout de même pas à 50 milliards près ! En tout cas, les 400 milliards du budget de la guerre seront maintenus et la guerre d'Indochine également. Là-dessus tout le monde est d'accord, surtout que, tout bien pesé, le mal ne peut venir que de ce pelé, ce tondé, ce galeux : la S. N. C. F.

Pensez : un déficit de 21 milliards ! Pourtant cette organisation vitale est minutieusement réglée à l'aide de 170 PRIMES DIFFÉRENTES rien que pour les salaires, des milliers de règlements, tous plus ou moins compréhensibles et utiles ; on y pousse le souci du travail bien fait en y faisant surveiller les travailleurs par un nombre égal de contrôleurs, sous-contrôleurs, directeurs, sous-directeurs, chefs et sous-chefs, tous solennellement coiffés d'une prestigieuse casquette.

Et il n'y a que 21 milliards de déficit. Une victoire en quelque sorte.

Victoire qui est défaite et scandale aux yeux de ceux qui, en deux ans, ont dilapidé plus de mille milliards on ne sait trop comment !

Des mesures sévères s'imposent. Contre les députés et ministres ? Vous n'y êtes pas : contre les lampistes !

E.-A.

Réunions publiques et contradictoires en Belgique

BRUXELLES

PENSEE ET ACTION

Mercredi 25 mai 1949, à 20 h., au local

Café de la Paix, 46, rue des Chapeliers

Causerie par ERNESTAN : Qu'est-ce que l'Anarchisme ?

Mercredi 8 juin 1949

Causerie par Hem DAY : L'Anarchie et le parlementarisme

PAX

Quinzaine de la Paix, du 11 au 26 juin 1949

Maison de la Paix, 16, Grand Place

Exposition — Conférences

S. I. A.

Solidarité Internationale Antifasciste (S.I.A.)

Pour l'anniversaire de la Section de Belgique

Réunion générale le Samedi 21 mai 1949, à 19 h. 30

Salle du Café, à Saint-Michel (Grand)

Grand Place 24/25

Allocution par un camarade sur l'activité de la S.I.A.

Partie musicale

Causerie par Hem DAY — Histoire du Chant de l'Internationale

Invitation cordiale et gratuite

I. R. G.

(Section Belgique)

Réunion générale le Lundi 23 mai 1949, à 20 h.

au local, Café de la Paix, 46, rue des Chapeliers

Causeries et communications sur l'activité de la Section

Hem DAY parlera de la Loi Phollien et l'objection de conscience

FEDERATION ANARCHISTE

145, quai de Valmy. Permanence de 9 h. à 12 h. et de 14 à 19 heures

La Vie des Groupes

1^{re} REGION

Notre vieux camarade Hoche Meurant est gravement malade depuis janvier, il n'a pas droit aux Assurances sociales, de plus il est sans ressources. Nous faisons appel à la solidarité pour aider ce camarade. Adressez les fonds à Georges Laureys, 80, rue Francisco-Ferrer, Lille (Nord), C.C.P. Lille 1656-68.

Service de Librairie chez Georges Laureys, 80, rue Francisco-Ferrer, à Fives-Lille. Lille : permanence tous les samedis, de 18 h. 30 à 19 h. 30, 13, rue du Molinet.

2^e REGION

Le Conseil régional se réunira le mardi 31 mai 1949, à 20 h. 30. Le lieu et l'ordre du jour seront indiqués sur une circulaire aux secrétaires de groupes. Présence indispensable d'un délégué de chaque groupe.

Le Secrétaire régional.

Les camarades sont priés de passer au Quai Valmy pour retirer les cartes de la Fête organisée le 18 juin Salle Susset.

Paris XV^e. — Groupe PAX, 1^{er} et 3^e jeudi, à 20 h. 30, Grande Salle, 31, rue du Général-Boutet (angle rue de Vaugirard), métro Vaugirard, Bus 48, 49, 80, jeudi 19 mai, conférence par A. Robin : Les réalisations sociales en Suède.

Groupe Louise-Michel (18^e). — Jeudi 19 mai réunion du groupe 20, rue Léon (l'Olympique au sous-sol), à 20 h. 30. Présence de tous indispensable.

Courbevoie. — Réunion tous les premiers, troisième et quatrième lundis du mois. Les sympathisants y sont admis.

Groupe de Livry-Gargan. — Réunion du groupe le lundi 23 mai, à 21 heures, petite salle de réunion de la Mairie. Préparation de la réunion publique du 29. N° 3 de « Parole Libertaire ».

Saint-Denis. — Réunion, le jeudi 19 mai, 20 h. 30, 33, rue Pinel, à Saint-Denis. Remise des cartes.

8^e REGION

CONGRES REGIONAL

Le 3^e Congrès de la 8^e Région aura lieu le dimanche 22 mai, à Saint-Etienne. Ont été convoqués les groupes de Lyon, Lyon-Vaise, Saint-Etienne, Roanne, Vienne, Thonon-les-Bains, Oyonnax et Lons-le-Saunier. Les camarades de Grenoble et de Bourg sont fraternellement invités ainsi que les individualités d'autres localités susceptibles de former un groupe par la suite.

Lyon. — Libre examen. — Samedi 21 mai, à 17 heures, réunion du groupe, 74, rue Bour-le-Cain. Joyeux nous entretiendra de l'activité de la F.A. en face des problèmes actuels, notamment des Congrès de la paix et de la situation en Indochine.

RUAIL.

Lyon-Vaise. — Jeudi 19 mai, à 20 h. 30, tous au Siège pour affichage réunion Joyeux.

Lyon-Centre. — Tous les samedis, à 19 h., permanence du Groupe, Café « Bon Accueil », 71, rue de Saurel, Bibliothèque, cotisations, etc.

10^e REGION

Mazamet, Castres et environs. — Tous renseignements à F. Dumas, 2, rue du Moulin, à Mazamet, Tarn.

12^e REGION

Marseille. — Le groupe du Centre se réunit tous les mardis à 19 heures au local habituel, présence très nécessaire de tous.

POURQUOI...

devez-vous suivre nos conseils ?

Parce que le 18 juin — jour faste — sera celui de la fête de la Région Parisienne.

Réunions Publiques et Contradictaires

2^e REGION

● Paris V^e. — Groupe Sacco et Vanzetti, Palais de la Mutualité, rue St-Victor, métro Maubert-Mutualité (pour la salle consulter le panneau d'affichage) le vendredi 27 mai, LE Drame DE LA REVOLUTION DANS LE MONDE ACTUEL, par Savoy.

● Paris 5^e. — Groupe Sacco et Vanzetti, ART AND THE STATE. A talk by Charles Devançon, Modern French poet. First meeting of an intellectual group of English speaking students and artists. The entrance is free, the discussion is lively — come and give your views. Meet some of the younger people of France. Something like this has been needed for a long time.

Held on THURSDAY MAY 26 th, Palais de la Mutualité, rue Saint-Victor (métro : Maubert-Mutualité) Salle G. 8.45 P.M.

● Paris 13^e. — LA VIE DES TRAVAILLEURS EN U.R.S.S., par Zinoviev, le jeudi 19 mai, à 20 h. 45, 150, avenue d'Italie, Paris (13^e). Métro: Maison-Blanche.

● Paris XV^e. — Groupe « Pax », 1^{er} et 3^e jeudi à 20 h. 30. Grande salle, 31, rue du Général-Beuret, métro : Vaugirard, Bus : 48, 49, 80, jeudi 19 mai : LES REALISATIONS SOCIALES EN SCANDINAVIE, par A. Robin.

● Paris-Est. — Vendredi 20 mai, 20 h. 30, salle du Pavillon, 63, boulevard de la Villette : SYNDICALISME ET ANARCHISME, par Fernand Robert.

● Livry-Gargan, Pavillons. — Réunion publique et contradictoire, le 29 mai, à 9 h. 30, Café des Sports, ave-

nue Victor-Hugo, à Pavillons (près le Cinéma Dubois) sur : L'ETAT ET LA RELIGION, CES DEUX ENNEMIS DE L'HOMME. Orateur : Joyeux.

8^e REGION

LYON

● Samedi 21 mai, à 20 h. 30, Salle Luboz, 27, place de Valmy. POUR LA FIN DE LA GUERRE D'INDOCHINE ! CONTRE LA PREPARATION A LA GUERRE ! Orateur : Joyeux.

TOURNEE JEAN MARESTAN « L'EDUCATION SEXUELLE »

● Saint-Etienne. — Vendredi 20 mai, à 20 h. 30, salle Jean-Jaurès, à l'Hôtel-de-Ville.

● Clermont. — Dimanche 22 mai, à 9 h. 15, Maison du Peuple, salle 5.

● Roanne. — Mardi 24 mai, à 20 h. 30, salle des Conférences, rue de Cadore.

12^e REGION

● Marseille. — Vendredi 20 mai, à 19 h. salle de conférence du Bar Artistique 8 cours Joseph-Thierry : « REVOLUTION AUTORITAIRE OU REVOLUTION LIBERTAIRE » conférence-débat entre les autoritaires et nous.

C. L. E.

Mercredi 25 mai, 8 h. 45

3, Place Saint-Michel, Café de la Gare

LA PROPAGANDE PAR LE FAIT

Orateur Maitron

1^{er} juin

LE MILIEU ANARCHISTE

DE VIE EN COMMUN

Libres débats : Armand et X. X.

CULTURE ET RÉVOLUTION

A propos du livre de Ch.-Aug. BONTEMPS

La démocratie devant l'autorité

Nous retrouvons dans le court ouvrage de Ch.-Aug. Bontemps les mêmes préoccupations qui animaient la brochure parue en 1946, « L'Esprit Libéraire ». Mais il s'agit, cette fois, d'une sorte de préface importante (92 pages) à une étude que prépare l'auteur sur l'évolution de la Liberté des origines à nos jours.

Dans son esquisse-préface, Bontemps nous dit sa conception de la révolution et du progrès de l'homme. Nous ne souscrivons pas, hâtivement, aux thèses de Bontemps sur le progrès (l'homme ne change pas, mais les conditions modifient son comportement) encore qu'il nous tente. Ses idées sur la Révolution retiendront surtout notre attention. Avant de nous y arrêter, donnons notre adhésion à la majeure partie de l'exposé de Bontemps démontrant que l'économie ne peut diriger en société autoritaire : le politique commande.

Disons notre accord également avec la critique de l'illusion technocratique. Toutes ces parties du petit ouvrage de Bontemps sont remarquables de clarté. Et revenons à la Révolution. Magistralement, Bontemps esquisse une théorie d'un relativisme social, aboutissant à cette conclusion qu'il n'y a de libéralisme que ce relativisme.

Après avoir condamné le sophisme autoritaire, il s'en prend donc à des formes simplistes des théories anarchistes. Il est même question « d'excès de l'anarchisme » et Bontemps écrit au sujet de l'esprit libéral qu'il est « plus souple et plus vivant que les théories sociales d'un anarchisme XIX^e siècle sclérosé en doctrines sommaires ». Bontemps critique surtout le dogmatisme, l'esprit étroit de nombre d'anarchistes, confinés dans la dévotion à des formules périmées, inadéquates aux réalités.

Nous avons certes beaucoup à prendre de ces critiques, même si elles nous paraissent excessives, car il est vrai qu'il régnait, surtout, parfois chez nous un certain fétichisme de mots, un souci d'affirmer commodément les principes plus que d'examiner objectivement les faits.

Mais, justement, peut-être Bontemps n'a-t-il pu encore s'en informer, le mouvement anarchiste d'aujourd'hui tend à la confrontation, à l'étude objective, à l'analyse des réalités sans le souci préalable de justifier les principes. Mais il est bien évident qu'il n'y a pas de combat possible, pas de militantisme, pas même sous forme d'esprit libéral s'il n'y a pas accord au moins sur quelques valeurs morales, sur quelque conception des relations sociales, sur des principes donc : solidarité, négation de la nécessité de l'Etat, affirmation de la possibilité de la gestion directe, etc.

Or, Bontemps parlant des anarchistes sociaux les affubla de l'appellation de « libertaires passionnés instinctifs ». Eh oui, il y a de la passion, de la ferveur dans la volonté de la plupart des jeunes militants (et des anciens, donc). Le choix d'une morale, d'une philosophie, d'une attitude, d'une volonté de construction d'un monde fait pour l'homme, ne requiert pas la froideur, comme s'il s'agissait de la résolution d'un problème d'algèbre.

Mais en quoi cette « passion » du choix et du combat, et même l'attrait « instinctif » pour un idéal, sont-ils des obstacles au sérieux, empêchent-ils nos amis d'être des « libertaires objectifs » ?

Ils se tiennent, dit Bontemps, dans une « obsession mystique », ils ne « consentent pas à transiger sur leur idéal ». Certes, mais ils étudient et confrontent pour préparer et réaliser. Ne pas transiger sur l'idéal n'empêche point de tenir compte des faits et des obstacles. Et l'on peut être un anarchiste militant et forcé sans en rester « à une conception romantique d'une évolution... ».

Il y a eu à côté des sentimentalismes religieux inconsistants, des Bakounine, des Makhno, des Camillo Berneri... Et c'est vers ceux-ci que nous jeunes tournons leurs regards. Vraiment, Bontemps connaît mal la nouvelle génération.

Bontemps écrit (page 87) : « Il est évident que le guide utile que constitue une théorie formelle deviendrait vite un facteur de stagnation s'il prenait figure de dogme. On n'enferme pas les données d'une révolution dans un cadre rigide. On ne suspend pas non plus la vie dans l'attente d'une révolution ».

Que pouvons-nous écrire de mieux et qui représente mieux notre point de vue d'anarchistes militants, qui soit une meilleure expression de l'esprit général de la Fédération Anarchiste ?

Alors, tous malentendus mis à part, qu'est-ce donc qui nous sépare profondément de Bontemps ?

Est-ce la forme de réalisation possible d'une société libérale ? Bontemps écrit pourtant : « Mon choix d'un guide pour nous conduire par les voies d'une grande liberté économique et sociale m'incline sans rigueur dogmatique, sans aveuglement idéologique, vers les vues très générales qui fondent les doctrines de tendance fédéraliste... ». Seulement, Bontemps — la suite de son texte le prouve — considère que ce fédéralisme ne serait pas nécessairement radical, intransigeant, anarchiste au sens où nous l'entendons. Il pense

même qu'on y retrouverait finalement une manière de gouvernement, une sorte de semi-état.

Bontemps, ne croyant pas à la Révolution, c'est-à-dire à une transformation radicale, se contente donc d'une sorte d'anarcho-réformisme.

Certes, nous ne nions pas qu'il y ait des transitions et que l'anarchisme (ses réalisations sociales) soit un « perpétuel devenir », mais nous concevons ces transitions toujours sous la forme de la gestion directe et notre fédéralisme (même s'il ne conduit pas du premier jour au communisme et s'il faut traverser des périodes de collectivisme), notre fédéralisme reste celui de Bakounine et James Guillaume excluant l'Etat avec le remplacement des polices par la force collective.

A ce sujet, Bontemps (page 81), déclare ne pas saisir ce qu'a voulu dire par là Proudhon. Précisons que pour nous, cela signifie la disparition d'une police spécialisée, d'un pouvoir exécutif aux ordres des Comités ou Gouvernements et son remplacement par les milices, le peuple étant directement le pouvoir exécutif.

Nous savons bien que le vrai problème est en définitive celui du contrôle et du pouvoir réel, problème posé après comme avant les Révolutions. Mais justement, notre conception du fédéralisme nous offre les solutions, en dehors de tout dogmatisme.

Tandis que Bontemps voit les transitions même dans l'ordre statique. Il n'est pas évident pour Bontemps que tout gouvernement repose sur la coercition ou les concessions passagères. Il est possible, selon lui, de « cantonner l'autorité de l'Etat dans les fonctions qui lui incombent ».

C'est l'idéal des bourgeois libéraux, et non une étape vers le monde libéral. Pour nous, le ferment libéral trouve un appui — et des racines de réalisation — dans le monde étatique même, mais en dehors ou à côté des structures gouvernementales, dans les coopératives, les syndicats, les mouvements de loisirs à gestion directe, etc... la situation est, de ce point de vue, peut-être plus favorable en 1949, sous le régime de l'étatisme envahissant que sous l'Etat simple gendarme de 1848...

Nous pourrions retourner contre Bontemps l'épithète d'utopiste qu'il décerne aux anarchistes militants.

Nous admettons que le simple courant d'esprit libéral — opposé pratiquement à l'existence d'un mouvement anarchiste révolutionnaire, aussi souple et peu dogmatique soit-il — peut donner un progrès dans les mœurs, mais un mouvement anarchiste ne néglige pas forcément cette tâche.

Mais, l'esprit libéral, lorsqu'il négocie, en fait, l'idée anarchiste (mise à jour, repensée, recadrée sans cesse, à l'appel même de Proudhon), aboutit trop souvent à se satisfaire d'une démocratie formelle et de ses garanties médiocres. L'esprit libéral dégenère alors en simple esprit libéral.

C'est ce que nous voulions dire à Bontemps, c'est ce que nous voulons signaler à nos camarades en leur conseillant de lire ce court ouvrage de Bontemps qui fait réfléchir et qui nous offre le plaisir de lire une prose simple, claire, superbement articulée, au service d'une pensée séduisante.

FONTAINE.

(Editions « Les Cahiers Français »)

LES MARINS DE LA MER NOIRE MYSTIFIÉS

Le trentième anniversaire de la révolution des marins de la Mer Noire aurait passé inaperçu si Marty n'avait eu l'idée de convoquer un certain nombre d'anciens marins à un banquet fraternel.

Celui-ci eut lieu à Pâques dans une ville de banlieue où la municipalité offrit un vin d'honneur.

Un certain nombre renâclèrent à s'envoyer plusieurs milliers de francs de chemin de fer ; d'autres se disaient qu'ils n'avaient rien à faire dans un banquet où le politicien Marty, celui qu'ils chassèrent du Comité des Marins quand il voulut monnayer sa gloire — ou plutôt la gloire des autres — par un mandat électoral (voir la lettre unanime du Comité, à l'époque « Adieu à Marty ») alors que le Comité des Marins se plaçait au-dessus de toutes contingences politiques.

D'autres sont morts, certains comme Canonne qui alla chercher sa tuberculose en trois ans de guerre d'Espagne et dont les staliniens avaient la simple prétention de le conduire au cimetière sous leurs oriflammes. Il ne fallut rien moins qu'un scandale et quelques coups de pied au derrière pour qu'ils laissent partir celui qui les avait toujours méprisés derrière le drapeau noir.

Quoi qu'il en soit, une cinquantaine de marins se trouvaient réunis aux agapes, surtout parce que Vuillemin, authentique héros qui semble depuis peu se laisser manœuvrer par le politicien Marty — le rempli qui aussitôt élu entra à la Chambre avec un pantalon de velours et des ficelles aux souliers — se permit d'insister amicalement pour les décider.

Ce devait être un banquet fraternel et rien de plus.

Pas mal de copains anarchistes ne vivent donc aucun mal à y assister ; ils se tirent au contraire une fête de se retrouver dans de vieux souvenirs et revoir des copains estimés.

Tout alla bien jusqu'au dessert où Marty le bavard crut y aller de son discours et déclarer : « Nous avons été avec l'Union Soviétique quand elle naissait et qu'elle était faible, nous sommes à plus forte raison aujourd'hui plus que jamais avec le puissant pays du socialisme ».

Pris de court, personne n'osa rétor-

quer et pourtant beaucoup le pensaient. Qu'à l'époque, en effet, chacun croyait que le socialisme se levait (hors Cachin dont il eut été opportun de lire ce qu'il écrivait alors) mais qu'aujourd'hui l'on était plus avec le pays des nouveaux millionnaires et des camps de concentration peuplés de multitudes.

Et toujours sous l'effet de la surprise l'on déléguait quatre marins pour la manifestation de Buffalo.

Vous avez eu du nez Massé, Leroux, Roudière, La Gaillarde, etc., de n'avoir pas été à ces agapes ; d'autres en sont revenus furieux.

Mais bon dieu, comment vous autres : Grignon, Caglio, Ricros, Vincé, Bourrès, Le Goff, etc., n'avez-vous rien dit ?

Il ne sert à rien de se ronger les poings aujourd'hui, il fallait mettre les

pieds dans le plat et dire que vous n'aviez rien de commun avec les tortionnaires.

Quant au politicien Marty qui prétend que les anars ne savent faire que de la phraséologie, il l'a déjà dit pour d'autres. Citons-le donc : « Mon père, ancien combattant de la Commune de 71 à Narbonne, condamné par contumace, avait rapporté de ses dix ans de séjour à Barcelone et à Buenos-Ayres les conceptions bakouninistes et m'avait éduqué à l'égard des socialistes sur ce thème : « Ils ne parlent de révolution que pour tromper les ouvriers. Ce ne sont que des politiciens qui courent après l'assiette au beurre des mandats électoraux ». Le père ayant par anticipation jugé le fils, nous nous garderons d'insister davantage ! »

F. G.

SCANDALE aux "Indépendants"

Le Libéraire fut seul, l'an dernier, à protester contre le lacerage d'une toile de notre camarade le peintre Galéani. Celle-ci, qui représentait une laveuse lessivant les drapeaux de toutes les nations déguillettées de sang fut hachée de coups de couteaux. Cette année, Galéani, que nous amis connaissions bien pour ses compositions et ses terres cuites, notamment de Louise Michel, Sébastien Faure, Ferrer, etc. aura eu plus de chance !

Récidivant, il exposait aux Indépendants une toile représentant une caserne dans le fond et, sur la gauche, un jardin avec un tas de fumier devant. Un soldat qui s'en retourne avec sa brouette vide vient de déposer un tas d'at-

TERREUR POLICIÈRE contre les libertaires de Hambourg

La renaissance du Reich se traduit pour nos camarades d'Allemagne par une renaissance des persécutions dont ils ont déjà tant souffert sous le régime nazi. Les Russes, contrairement à ce que l'on pourrait croire, n'ont pas le monopole des procédés basement policiers, et à Hambourg, en zone britannique, nos camarades sont également victimes du renouveau nazi. Un communiqué de la Fédération Libéraire de Hambourg, daté du 12 avril 1949, nous apprend que, le 6 décembre 1948, la nouvelle police allemande a arrêté le camarade C. Langer, vieux militant antimilitariste et libertaire, secrétaire de la Fédération de Hambourg.

L'imprimeur des journaux libertaires « Der Freie Sozialist » (« Le Socialiste Libéraire ») et « Jugendfoederation » (« Fédération des Jeunes ») a été arrêté à son tour ainsi que la fille de Carl Langer. Pendant quatre mois, Langer, vieillard de 70 ans, a été détenu dans les prisons de Hambourg et traité selon les méthodes classiques chez les policiers de tous les pays. Gravement malade, notre camarade a failli trouver la mort au cours de cette détention préventive et absolument injustifiée. Enfin, Langer a été libéré, mais il est affaibli et souffrant. Des secours peuvent lui être envoyés à l'adresse suivante : Kplur-foederation Hambourg, boîte postale 39983 ou à Joulin Cris, qui transmettra. (CCP 5561-76.)

APRÈS LA LEVÉE DU BLOCUS DE BERLIN Vers une nouvelle politique mondiale ?

L'ALLEGRESSE provoquée par la levée du blocus de Berlin a été superficielle. On se rend parfaitement compte que tout reste à faire, que l'antagonisme des « Deux Grands » est toujours aussi virulent ; le maintien du pont aérien à lui seul le démontre.

Dans quelques jours — le 23 mai — la conférence des « Quatre » — c'est-à-dire des « Deux » — va s'ouvrir à Paris et, avec elle, une nouvelle phase du développement de la situation diplomatique mondiale. En premier lieu, on traitera sans doute du problème allemand et nul ne sait encore si cette question, rendue dangereusement complexe par le jeu des intérêts économiques, militaires, politiques, en un mot par le jeu de ceux qui dirigent le monde, pourra être résolue.

La première question qui se pose aux esprits les moins avertis, est de savoir si les Russes se sont résignés à abandonner l'Allemagne. Leur position à ce sujet est bien connue et a été définie à Varsovie voilà plus d'un an : traité de paix, gouvernement centraliste, évacuation des troupes d'occupation, autant de propositions jugées inacceptables par les occidentaux, et tendant à se concilier l'opinion allemande.

Mais à cette époque, la position russe était beaucoup plus solide qu'aujourd'hui. Elle avait l'initiative, imposait le blocus berlinois et, à travers l'Europe, en France et en Italie en particulier, à l'aide des C.G.T., secourait rudement les économies occidentales. Depuis, la roue a tourné. Le plan Marshall a vaincu le plan Molotov, le pont aérien a triomphé, l'Union européenne, la Constitution de Bonn, le mark de la trizone garant par le dollar, et, coiffant le tout, le Pacte Atlantique, se sont victorieusement opposés à l'avance soviétique.

Pourtant, la position de Staline n'a pas changé que l'on sache, et dès lors, on se demande, à Washington en particulier, ce que cache cette persistance dans une position difficilement acceptable dans une période de fléchissement ? Car il ne fait aucun doute qu'à l'heure actuelle l'unification de l'Allemagne se ferait au large détriment de la zone orientale où toutes les « réformes socialistes » instaurées par les Soviets devraient être sinon entièrement, du moins partiellement annulées.

C'est à ce prix, et seulement à ce prix, et de surcroît avec, comme conséquence, des élections générales qui consacraient certainement l'écrasement du parti stalinien, que peut se rétablir l'unification allemande.

L'émotion soulevée en France et en Angleterre par le plan « Kennan » était facilement explicable. Bien que l'existence de ce plan ait été démentie par M. Dulles, on ne peut pas penser que l'éventualité du retrait des troupes d'occupation a été envisagée à Washington, opinion d'autant plus fondée qu'un haut fonctionnaire américain, à son arrivée à Paris, a reconnu qu'il en avait été fortement question au Département d'Etat. Mais, d'un silence relatif se fait autour de ce ballon d'essai (2). Mais à qui profiterait en premier lieu l'abandon de l'Allemagne par les troupes d'occupation et son unification politique et économique ? Les économies russe et allemande ne sont-elles pas complémentaires ? Une Allemagne travaillant à plein, libre de tous ses mouvements sur les marchés mondiaux et trouvant un inépuisable débouché en U.R.S.S., faciliterait grandement la reconstruction de ce pays.

Mais l'Angleterre perdrait la Ruhr et se verrait à nouveau dangereusement encadrée aussi bien en U.R.S.S. qu'en Pologne et plus tard dans les Balkans. Quant à la France, son « prestige » serait atteint et le fragile édifice de l'Union Européenne par terre, une Allemagne axée vers la Russie entraînant dans son sillage tous les pays européens.

L'Europe « Atlantique » ne serait plus qu'une façade cachant les irrésistibles courants orientés des loirs Ouest-Est. La géographie et la puissance économique ne s'embarassent pas de diplomatie. Aujourd'hui, comme hier l'Allemagne, cœur de l'Europe, détermine la situation du continent tout entier.

Pourtant si Vichinsky réitère ces propositions que se passera-t-il ? Bien que nous soyons réduits aux suppositions, bien que le secret des buts diplomatiques stalinien soit absolu, on peut supposer que les U.S.A. pourraient difficilement refuser, car ils ont leur clientèle allemande à ménager. Dean Acheson n'a-t-il pas récemment affirmé que l'unité allemande n'avait jamais cessé d'être le but poursuivi par les U.S.A. ? Toutes ces questions se posent à l'esprit et aucune, à l'heure actuelle, ne peut recevoir de réponse satisfaisante.

Si l'attitude de Staline est lourde d'inconnues, celle de Truman, bien qu'officiellement définie, cache encore des points obscurs. Tout de même on a l'impression qu'il engage les conversations à la façon d'un vainqueur vis-à-vis d'un vaincu et qu'il ne tolérera aucune obstruction — il l'a proclamé d'ailleurs — aucune opposition.

On suppose que Vichinsky est autorisé aux plus larges concessions. Mais jusqu'où pourra-t-il reculer ? Jusqu'à être acculé ? Acculé à un geste fatal ?

Mais la Russie n'aurait-elle pas une porte de sortie large ouverte ? L'Asie ? Et l'axe de la conjoncture diplomatique ne va-t-il pas se déplacer vers ces immenses territoires ?

Dans le « Libéraire » du 29 avril, à la fin de l'article : « Que se passera-t-il en Chine ? » nous posons la question : Après Berlin, Nankin ?

À l'expansion politique, genre République populaire, en Europe ? Staline veut-il substituer l'expansion économique, c'est-à-dire entraîner l'Allemagne dans son orbite en facilitant son unification politique ? Et reporter toutes ses forces militaires et de propagande en Asie ? Un proche avenir sans doute, nous dévoilera les phases de la nouvelle bataille des deux Impérialismes qui va s'amorcer le 23 mai à Paris.

E. A.

FÉDÉRATION ANARCHISTE

2^e REGION

Groupe Libéraire Louise Michel 18^e

CONTRE LA GUERRE POUR LA LIBERTÉ

GRAND MEETING

sous la présidence de JOYEUX

secrétaire général à la propagande

CE QU'IL FAUT PENSER DES SOLUTIONS PRESENTÉES

Par les partisans à la Paix à Pleyel par le R.D.R. à la Sorbonne

Par Garry Davis au Vel d'Hiv.

Orateurs

FONTAINE DESAGIS

Vendredi 27 mai 1949

à 20 heures 30

SALLE TRETAIGNE

7, rue Trétaigne (métro Joffrin)

LIRE ET S'INSTRUIRE

Cette semaine vous pourrez lire...

À la suite d'un entretien que nous avons eu avec Lorulot, il nous a été permis de faire le point touchant la polémique qui nous avait divisés ; ceci tout en gardant des divergences sur plusieurs questions. En conséquence, vous retrouverez à partir du prochain numéro, comme par le passé, les éditions de l'Idée Libre à notre bibliothèque.

R. Rucker : De l'autre rive	8
Y. Fouyer : Réflexions sur un monde nouveau	10
F. A. : Les Anarchistes et l'activité syndicale	25
G. Leval : L'Indispensable Révolution	210
P.-J. Proudhon : La Justice poursuivie par l'Eglise	570
Ernestan : La contre-révolution étatique	20
Rosa Luxembourg : Réforme ou Révolution	105
P. Lapeyre : De Gaulle tout nu	35
Caab : La Bulgarie nouvelle Espagne	35
J. Valtin : Sans Patrie ni Frontières	665
J. Gallier-Boissière : Trois héros	210
Dolleans : Histoire du mouvement ouvrier 1830-1871	495
Dolleans : 1871-1936	495
L. Louvet : Découverte de l'Anarchisme	35
S. A. T. : Grammaire espérantiste	150
J. Cottureau : L'Eglise a-t-elle collaboré ?	50
S. Faure : L'Imposture religieuse	260
A. Koestler : La Lie de la Terre	285
Ciro Alegria : La Symphonie péruvienne	345
L. Lecoin : De prison en prison	190
F. Planche et J. Delphy : Kropotkine, sa vie	240
M. Rioutord : Un jour viendra (poèmes)	150
Darwin : L'origine des espèces	430
Han Ryner : Crépuscule	150
Han Ryner : Les orgies sur la montagne	280
Calendrier 1949 : S. I. A.	80
Bulletin du Clé	55

DEMANDEZ-NOUS NOTRE CATALOGUE LIBRAIRIE (Envoi gratuit)

P. J. PROUDHON
UNE SEULE COLLECTION de ses ŒUVRES (15 VOLUMES NEUFS)
Franco recommandé 8.300 fr.

Prérez d'ajouter 40 fr. si vous désirez que votre envoi soit recommandé. Nous ne répondons pas des pertes postales, si le colis n'est pas recommandé. Tous les envois de fonds doivent parvenir à JOULIN Robert, 145 quai de Valmy, Paris-X^e. C.C.P. 5561-76.

ETUDES ANARCHISTES

N° 3 paraîtra à la fin de cette semaine.

Le numéro :	40 fr.
France et Colonies	50 fr.
Etranger	175 fr.
Abonnements par 5 numéros :	200 fr.
France et Colonies	350 fr.
Etranger	400 fr.
Abonnements par 10 numéros :	35 fr.
France et Colonies	
Etranger	
Commandes groupées, à partir de 5 (prix de l'exemplaire)	

Correspondance : 145, quai de Valmy - Paris
Commandes : C.C.P. 4785-45 Paris. Fontenis, 7, rue Fessard, Paris (19^e)

Le Gérant : M. JOYEUX.

Impr. Centr. du Croissant, 19, r. du Croissant, Paris-2^e

POUR UN SYNDICALISME de combat

Le monde syndical remue. Les lamas s'agitent, exhibent des barèmes, des statistiques, des chiffres, se réunissent avec les ministres intéressés et arguent de la nécessité impérieuse d'élever le pouvoir d'achat, d'établir les conventions collectives, de provoquer la baisse des prix industriels. C.G.T., C.F.T.C., F.O. tour à tour unis en front commun, ou agissant séparément, sollicitent des entrevues qui avec Queuille, qui avec le Conseil Economique — qui avec Pierre ou Paul — Les hautes sphères gouvernementales, patronales, financières se peuplent de conférences, de discussions, de tapis verts. Il s'agit de savoir si la hausse du blé sera préjudiciable à la classe ouvrière et surtout à l'édifice économique, si le déblocage des salaires est recommandable, par quels moyens le budget retrouvera son équilibre et si les bénéfices et dividendes peuvent absorber une augmentation des salaires.

Tout est pesé, calculé, marchandé. Chacun a sa clientèle à satisfaire : ceux-là le patronat, ceux-ci les travailleurs et les uns comme les autres s'efforcent de trouver la synthèse permettant de concilier ces inconciliables, et de maintenir debout le capitalisme, excellent père nourricier du syndicalisme officiel, des politiciens et du patronat, tous exploités de la jobardise et du travail des producteurs.

Le travailleur a oublié une chose essentielle : il est un étranger dans la société actuelle. Il est tenu à l'écart de sa gestion et du partage des richesses qu'il produit. Lorsque les affaires vont bien et que la main-d'œuvre manque, les patrons poussés par l'appât du gain, n'hésitent pas, parfois, à payer au-dessus des barèmes syndicaux. Mais si la demande décline, alors l'ouvrier est jeté à la rue et peut crever, mendier ou voler, peu importe. Il devient un être inutile, embarrassant, inopportun, et que l'on affublera d'un uniforme pour s'en débarrasser sur quelque champ de bataille.

Dès lors il nous importe peu de savoir s'il est possible ou non d'assurer notre existence. Il nous importe peu que le budget soit équilibré ou non, que la monnaie dégringole ou se maintienne. Nous exigeons le droit de vivre, un point c'est tout. Et si l'action syndicale violente réussit à imposer des revendications tellement excessives que tout l'édifice capitaliste s'écroule, tant mieux ! tant mieux ! Et nous donnerons le dernier coup d'épée. Et comme nous sommes le nombre, les bras et les cerveaux nous ne serons pas enterrés sous les ruines. Nous les déblayerons et construirons un monde nouveau.

A. DUPRE.

En pays minier

40.000 ABSTENTIONNISTES 100.000 NON-SYNDIQUÉS face à la répression

N'en déplaise au sieur Turrel qui sévit dans le Peuple, les mineurs et similaires n'ont pas rendu le verdict qu'attendaient ces messieurs de la Fédération du sous-sol.

Certes, sur 200.905 inscrits, 112.200 se sont prononcés pour la C.G.T. alors que 32.700 se recommandaient de la F.O. et 16.900 de la C.F.T.C. Mais une fois de plus il y a des abstentions : 40.000. Or, aucune de ces « grandes centrales » ne souffle mot de cette masse de réfractaires « inscrits ». Et pour cause.

Le chiffre même de 200.905 inscrits nous laisse songeur. Au moment de la grande grève des mineurs, la Fédération du sous-sol coïncidait s'enorgueillissait de guider plus de 300.000 gueules noires. Que sont devenus ces 100.000 travailleurs ?

Une visite au pays minier nous permet de répondre à cette interrogation. Il y a désaffection syndicale générale. 100.000 mineurs se sont refusés à reprendre la carte stalinienne. Parce que dégoûtés par le jeu qu'on leur fait jouer pendant 56 jours durant. Parce que lassés par un syndicalisme qui ne leur apporte que des espoirs et des déceptions. 100.000 non syndiqués, 40.000 abstentionnistes. Voilà une masse, un poids lourd avec lesquels la C.G.T. — même victorieuse — sera obligée de compter dans les luttes à venir. Et même parmi les 112.000 partisans, la cote n'est pas en hausse.

Beaucoup de mineurs restent attachés à leur syndicat par sentimentalisme, d'autres parce que ne voulant pas entendre parler de F.O. dont l'attitude fut lamentable lors des derniers mou-

vements, certains aussi parce que rien de solide, de puissant, de nerveux n'existe en face de la C.G.T. Tant dans quelques puits — quelques-uns enfin dont la fausse conviction est qu'organisés dans la plus forte centrale existant présentement, ils pourront mieux résister à la répression féroce déversée en pays minier. On a su par la presse communiste ou pas — et nos camarades confirment — ce que firent les C.R.S. dans les corons. Depuis... des militants syndicalistes sont poursuivis, emprisonnés, jugés et condamnés. Cela est affaire de gouverner, mais les mineurs savent jusqu'où peut aller un gouvernement fasciste. Ils ne veulent pas de la C.G.T. — ce qu'ignore le grand public, ce sont les conditions de travail des ouvriers et l'attitude de nombreux cadres, ingénieurs et porions, depuis la fin de la grève.

D'abord le travail : on œuvre au « foudroyage », héritage des méthodes allemandes, c'est-à-dire du temps de Croizat-Tillon-Marcel Paul, travail dangereux, très dangereux. Sans sécurité ou presque. Dans des « tailles » verticales ou en pente brutale, sans matériel de boiserie éprouvé. Tout cela pour la satisfaction de directions affolées par les courroux des ministères. Car il faut produire, produire sans cesse, plus vite, quelles que soient les méthodes employées. Résultats : accidents, éboulements, entraînant des mutilations et des morts. Telle est la « vérité » : depuis l'application des décrets Lacroix, certains ouvriers de fond gagnent 300 à 400 francs par jour, subissant donc une diminution massive de salaire. Le meilleur ouvrier de fond d'un puits me montrant ses feuilles de paie me déclarait : « 23.400 francs pour un mois de travail, toutes primes en plus, et déduction par mois en attendant l'accident. Le gosse qui travaille avec moi et qui fait un boulot aussi dur que le mien, sinon plus, se fait 300 francs par jour. Et nos coopératives vendent plus cher que les commerçants du pays. »

Venons-en à l'attitude des cadres. Il suffit souvent d'un mot d'un supérieur, d'une légère faute, pour provoquer un renvoi. Un de nos bons camarades de Libercourt, militant syndicaliste dévoué, a été mis à la porte de la fosse n° 5. Prétexte invoqué : un retard de 10 minutes de tout l'équipe à la prise des lampes constaté et dénoncé par le porion. Motif réel : l'ingénieur ne s'en est pas caché : « Je ne veux pas de syndicalistes révolutionnaires dans mon puits. » Il en est de même partout. Un autre mineur, responsable de la C.N.T. militant écoulé, s'étant vu être éjecté d'un moment à l'autre, « Il ne manque plus que le prétexte », me disait-il.

Par peur de la répression, par crainte de perdre leurs logements — appartenant aux Compagnies — le silence se fait autour de ces renvois. Les militants peinent à se faire entendre. Ils sont piétinés, mais leurs chefs leur interdisent de faire plus. Ils résistent, mais eux, comme les autres, malgré leur « grosse organisation », ont peur. Tel est le climat actuel, telles sont les conditions de travail dans les mines.

Unité à la base pour secouer la psychologie de peur. Soutenir les militants frappés par la répression. Leur défendre leur renvoi seraient le prétexte de votre défaite. Lutter contre les normes Lacroix, contre les salaires à tâche et contre le « foudroyage », pour la Sécurité dans les Mines.

F. NORMANDY.

LA CHANCE de M. LEMAIRE

La chance ? C'est de pouvoir dire : le patron n'a pas pu me faire de mal. Et de continuer à toucher ses 2.500.000 fr., malgré ce patron. C'est de se voir offrir une meilleure place, en compensation de celle qu'il « perd ».

Allez donc essayer d'en faire autant, en vous passant au tapis vert et êtes jetés à la rue, parce qu'il manque mille francs sur une recette de 20 millions.

Aussi bien, vous ne savez pas vous débrouiller. Soyez un M. Lemaire quelconque et avez un déficit de 21 millions à trouver : deux liards de folles dépenses soudaines de toutes les grandes centrales syndicales qui, hier encore, vous honnissaient et vous pourriez prétendre à un poste plus élevé « en compensation ».

21 milliards ! Ils ne sont pas difficiles à trouver : deux liards de directeurs à la porte, suppression d'un tiers des postes de maîtrise, de la moitié des inspecteurs. En les mettant à la retraite, au taux du manœuvre, le déficit est résorbé d'un coup.

Bénazet (Henri) n'y a pas pensé, car il nous en aurait parlé. Mais voilà : Bénazet n'est pas cheminot. Nous, on serait heureux que M. Lemaire restât à son poste : cela nous permettrait de lui renvoyer la balle et de garder le nôtre, le jour où il nous dira :

« Je vous congédie, pour insuffisance de rendement. »

Hé, M. Pineau, gardez-le, not' brave directeur, pour qu'il soit contraint de garder ces anarchistes qui lui font peur...

Fernand ROBERT

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers — La terre aux paysans

Le Cartel à l'action dans la métallurgie

GREVE Unie, grève Chausson, mouvement ici, mouvement là, montrent amplement que les métallurgistes sont las d'attendre de leurs « dirigeants » le miracle des petits pains et qu'ils redécouvrent enfin que l'action conséquente seule paie. Ils se rendent compte que rien ne sort de rien et que les centrales syndicales bureaucratiques et politisées n'ont fait et ne font que les trahir.

Les métallurgistes du Cartel d'unité d'action syndicaliste, à la faveur de ces mouvements spontanés, se sont donné pour tâche de combattre les solutions réformistes — qui ne font qu'aggraver la situation précaire du monde ouvrier — et présentent partout aux travailleurs engagés dans la lutte les points du programme minimum d'action qui les unit, programme capable de transformer le sens même des revendications immédiates.

Réunis le 12 mai dernier, les représentants de la C.N.T., des Auto-motrices, des minorités C.G.T. (section Métallurgie) ont décidé à l'unanimité d'orienter leur combat sur les mots d'ordre suivants : revalorisation du pouvoir d'achat des métaux par l'attribution d'une augmentation horaire uniforme tendant à rétablir le standing de vie de l'ouvrier en 1938 (écrasement de la hiérarchie) ; lutte contre le travail au rendement ; respect intégral de la loi de 40 heures pour lutter contre le chômage envahissant.

Les ouvriers ont acclamé ces revendications partout où elles ont déjà été présentées. Au grand dam des « syndicaux » de la C.G.T., de la F.O., de la C.F.T.C. et de la C.G.S. pour qui la prise du pouvoir par X ou Y prime la libération totale des travailleurs, but suprême du syndicalisme. Les métallurgistes qui se respectent, ceux qui croient ferme que l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, sans tenir compte de leurs affinités politiques, philosophiques ou religieuses, doivent s'unir fermement pour l'amélioration de leurs conditions d'existence.

Contre le travail au rendement ! Pour le respect intégral des 40 heures !

Pour la revalorisation de votre pouvoir d'achat par l'attribution d'une prime uniforme !

A l'action, camarades, en utilisant les armes propres à la classe ouvrière !

J. BOUCHER.

P.S. — Adresse du Cartel national d'unité d'action syndicaliste, 129, boulevard Saint-Germain, Paris (6°).

LA LIBERTÉ

DERNIEREMENT j'ai parlé de l'égalité économique et aujourd'hui, tout naturellement, je suis amené à dire quelques mots sur la liberté.

Rendons d'abord hommage aux politiciens qui ont toujours conjugué leurs efforts afin de donner à la liberté un aspect élevé, tellement élevé, tellement spirituel qu'elle est devenue inaccessible au commun des mortels, à vous et à moi.

Par contre, elle présente un caractère extrêmement matériel à ceux qui ont les moyens de vivre largement.

Ainsi, la liberté démocratique a deux faces : la première, la plus répandue, est insaisissable et ne consent à descendre sur terre que sous forme de bulletins de vote.

La seconde, moins connue mais très réelle s'appelle dividendes, bénéfices et vie de château.

Cette liberté ne me convient pas du tout. Elle rappelle par trop celle du chasseur et du gibier.

Tant que des millions d'hommes resteront livrés au bon vouloir des possédants et de l'Etat, tant que l'opulence coïncidera la pauvreté et la misère il n'y aura pas de liberté et le bulletin de vote restera ce qu'il est : un attrape-nigauds.

Un homme qui ne peut satisfaire ses besoins élémentaires est esclave de la

faim et du froid. Il n'est pas libre. Et cet esclavage est d'autant plus odieux qu'il se perpétue au sein d'une société puissamment riche.

La possibilité de s'instruire est également limitée. Là encore la liberté démocratique éboue à la porte de chaque librairie une barrière difficilement franchissable : le moindre volume sérieux coûte très cher et la paye bien souvent suffit tout juste à l'entretien de la maison.

Autre exemple : la liberté d'association. Elle est inscrite dans toutes les constitutions démocratiques. Parfait. Vous décidez, entre quelques amis, de former une association culturelle, de gymnastique, politique ou autre. Et tout de suite cette fameuse liberté s'efface et disparaît devant la toute-puissance du capital. Il faut un local, une revue, des affiches, etc... Mais reconnaissons tout de même qu'il vous reste la possibilité de faire valoir vos « droits »...

Vous avez travaillé toute votre vie. Vous êtes vieux, usé et le patron est libre de vous débaucher puisque votre rendement est devenu insignifiant. Vous êtes libre de faire ce que bon semble ; de finir vos jours sous un pont, par exemple. On vous le dit : vous êtes libre. Votre patron également.

On nous a dit et redit que la loi garantit la liberté. Ce que l'on ne nous a pas dit c'est qu'elle garantit également la puissance d'autres lois, inscrites nulle part, mystérieuses, inconnues et qui permettent à quelques-uns de s'enrichir du travail d'autrui ; ces lois pourraient s'énoncer en une seule phrase : Tu gagnes MON pain à la sueur de TON front.

Ainsi la liberté démocratique s'arrête là où commencent l'opulence des uns et la misère des autres. Elle confère aux premiers le pouvoir réel, le pouvoir économique et détrousse l'immense masse des travailleurs des richesses qu'ils produisent.

Le pouvoir économique doit revenir intégralement à ceux qui produisent et à eux seuls. Cela est légitime. Et l'expropriation des capitalistes ainsi que l'expropriation de l'Etat n'est en vérité pas autre chose que faire rendre gorge aux profiteurs de la liberté d'asservir, la seule réelle qui existe présentement.

Et il sera dès lors possible d'organiser une répartition équitable des richesses produites par tous.

Et on pourra parler liberté ! A chacun selon ses besoins et selon les possibilités de production, voilà qui assurera la véritable justice sociale sans laquelle le mot liberté ne peut que se matérialiser sur la porte des prisons.

Jean CLAIR.

BULLETIN d'Abonnement

Faites les commandes 6 jours avant la date choisie

Nombre d'exemplaires à m'expédier
Chaque semaine à partir du (date)
Une fois seulement le (date)
(Rayer la mention inutile)

N O M
P r é n o m
Adresse complète
Localité
Département
Les exemplaires vous parviendront à domicile le vendredi au plus tard

TARIF DES ABONNEMENTS

6 mois 250 fr.
1 an 500 fr.

ABONNEMENTS DE PROPAGANDE

10 numéros 60 fr.
ETRANGER : 1 an : 750 fr. ; 6 mois : 375 fr.
Compte chèques postaux : Paris 5561-76
Pour tout changement d'adresse, prière de joindre la dernière bande et la somme de 20 francs en timbres-poste

ART ET DÉTENTE

C'est le dimanche 22 mai que le Syndicat des Métiers d'Art de la C.N.T. organise une sortie éducative et de détente. Il invite les travailleurs de la région parisienne à venir nombreux avec leur famille et leurs amis dans la pittoresque commune de Saint-Germain-en-Laye, où nous visiterons le château, son musée et les quartiers historiques. Vers midi pique-nique en forêt, où nous passerons agréablement l'après-midi.

Rendez-vous pour les camarades parisiens à 8 h. 45 sous l'horloge de la salle des Pas-Perdus, Gare Saint-Lazare, munis de repas froids. Départ 9 h. 36. Prix du billet aller-retour : 75 francs.

Arrivée à Saint-Germain-en-Laye vers 10 h. 05 où pourront attendre devant le château les camarades des localités avoisinantes.

Que les musiciens n'oublient pas leurs instruments de musique.

Le secrétariat du S.I.M.A.C.

REVUE de la PRESSE syndicale

Mauriac fait des émules. Après Carel : Gaston Monmousseau. Il écrit dans la Vie ouvrière (C.G.T.) :

Vous tous et toutes qui, par centaines de milliers, lisez chaque semaine la Vie ouvrière, je vous prends à témoin : jamais nous n'avons mis en cause la foi religieuse.

Nous pouvons nous donner rendez-vous pour l'avenir : de opinions religieuses, nous ne ferons jamais une pomme de discorde entre travailleurs. Je suis communiste et je pense en marxiste, mais je n'oublie pas que j'ai cru en Dieu et que, d'étape en étape, j'ai mis cinquante ans pour en arriver où j'en suis.

«...pour en arriver où j'en suis » ! Quel aveu ! Enfant de chœur d'abord, mangeur de curés ensuite et maintenant racoleur de soutanes et de vieilles filles racornies pour le compte de saint « Joseph », autant de glorieuses étapes jalonnant une belle carrière de révolutionnaire de sacristie !

De Force ouvrière ces constatations pertinentes sous la plume de Jacques Chomion, auxquelles nous souscrivons : Parce que le Syndicalisme libre d'aujourd'hui reprend la tradition pacifique du syndicalisme d'hier, le mouvement syndical libre ne doit pas rester indifférent aux problèmes qui se posent sur le plan international et il doit se dresser résolument contre tous les régimes totalitaires.

Pour notre part, nous répondrons toujours : présent ! aux côtés de tous ceux qui veulent, avec les travailleurs, combattre pour un monde libre débarrassé de toutes dictatures économiques et impérialistes.

« Les travailleurs n'ont jamais voulu la guerre, car ils savent qu'avec ses massacres et ses destructions elle aboutit au recul de la civilisation. »

Mais, avant tout, pour faire disparaître tout esprit de conquête et d'hégémonie, il faut surtout faire disparaître le chauvinisme et le nationalisme.

«...Le mouvement syndical doit également lutter pour une Europe unie,

première étape dans l'organisation des Etats Unis du monde, mais surtout pour recréer l'internationalisme ouvrier basé sur la fraternité des peuples et tendre à l'élevation de l'amour de l'humanité.

La paix n'est possible que par la constitution d'une internationale syndicale libre avec des hommes libres qui, seule, garantira la paix du monde.

Regrettons toutefois la pauvreté de la conclusion. Car le problème est beaucoup plus complexe que ne le laisse supposer J. Chomion.

Et c'est là « C.N.T. Métallurgie » qui nous donne la solution des syndicalistes révolutionnaires.

«... La Paix, pour nous, ne dépend pas de la grandeur nationale. Elle ne dépend pas de frontières.

La Paix, c'est l'égalité des races, la tolérance entre les individus, le respect de son semblable.

La Paix ne connaît pas de raison d'Etat. Ce ne sont pas les paroles des politiciens qui veulent désintoxiquer leurs semblables pour les abrutir à leur façon.

Avec les Etats armés et policiers, il ne peut y avoir de Paix. Seul le syndicalisme révolutionnaire, en luttant contre tous les Etats, contre tous les gouvernements est capable d'organiser la Paix. Car, seul, il dit aux exploités de ne compter que sur eux-mêmes. Le comprendront-ils un jour ?

«...C'est pourquoi, partisans de la Paix, nous défendons le programme de l'Association internationale des Travailleurs qui lutte contre tous les Etats, contre tous les gouvernements, quels qu'ils soient, pour le bien-être de tous les exploités.

PICARD.

J'ai toujours entendu prononcer ce vocable « Europe » par des hommes politiques, alors qu'ils adressaient des demandes qu'ils n'osaient pas formuler en leur propre nom.

BISMARCK